



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 29 Août 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune ordonne la révision de l'allocation chômage, des salaires et des pensions de retraite

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a enjoint dimanche au gouvernement, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, de procéder à la révision de l'allocation chômage et de la liste des bénéficiaires, des salaires des travailleurs ainsi que des pensions de retraite, en adéquation avec les équilibres financiers, en vue de leur introduction dans la loi de finances de 2023, indique un communiqué de la Présidence de la République.



Bien-être

Relever le niveau de vie des citoyens, expurger le programme scolaire de toute référence politique et maintenir le stock stratégique en céréales à un niveau appréciable ont été parmi les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Conseil des ministres.

Les dossiers de la retraite, des salaires et de l'indemnité de chômage ont été également étudiés, ce qui renseigne bien sur la prise en charge de ces problématiques par le Conseil des ministres en cette rentrée sociale.



BAD : Une banque pour les jeunes émigrés dans plusieurs pays africains

La Banque africaine de développement (BAD) envisage de mettre en place un établissement financier (une banque) pour les jeunes émigrés dans plusieurs pays africains, a déclaré hier le président de la BAD, Akinyumi Adesina. Ce dernier a assuré de la disponibilité de l'instance financière qu'il préside à mettre en place un établissement financier pour les jeunes émigrés dans plusieurs pays africains «dont la Tunisie», à l'issue d'un entretien à Tunis avec la cheffe du gouvernement tunisien, Najla Bouden.



Douanes - Djelfa et Tébessa : Saisie de 5.880 comprimés psychotropes et 997 cartouches de cigarettes

Les services des Douanes ont saisi 5.880 comprimés psychotropes à Guettara (Djelfa), 997 cartouches de cigarettes dans la wilaya de Tébessa et 78 balles de friperie au port de Mostaganem, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale des Douanes.



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : La recette de l'Aprue pour réduire l'impact des secteurs énergivores

Un bilan national détaillé sur la consommation énergétique finale, nationale et par secteur d'activité, et une analyse de la tendance des indicateurs d'efficacité énergétique seront prochainement publiés par l'Aprue. L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) a réalisé des «résultats encourageants» dans des projets qu'elle avait lancés durant le premier semestre 2022 visant la maîtrise de l'énergie, indique un communiqué de l'agence.

L'Aprue, qui a mis en œuvre, pour le compte du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, le Programme national pluriannuel de maîtrise d'énergie (PNME), a engagé, durant le premier semestre 2022, un ensemble de projets favorisant la maîtrise de l'énergie, précise le communiqué, qualifiant les premiers résultats d'«encourageants».

Les projets lancés par l'Aprue s'inscrivent dans le cadre d'une dynamique qui soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs énergivores du bâtiment, des transports et de l'industrie, tout en préservant la compétitivité et le développement du secteur industriel.

Ainsi, pour le secteur des transports, une approche graduelle, spécifique au contexte algérien, a été adoptée. Elle consiste, dans une phase intermédiaire, à encourager la substitution inter-énergétique, telle que l'utilisation de carburants moins polluants et disponibles, à l'instar du GPLc, selon le même texte. A cet effet, annonce-t-on, durant les premiers mois de 2022, l'Aprue, dans le cadre du PNME, a déjà permis la conversion de 41 200 véhicules thermiques (à essence) au GPLc sur les 50 000 prévus, à travers les ateliers de 549 installateurs, sélectionnés par l'Agence, après un appel à manifestation d'intérêt national.

Ces installateurs sont répartis sur 52 wilayas, créant ainsi 1700 emplois directs, indique le communiqué, ajoutant que 50% des coûts d'installation sont supportés par l'Etat, pour un montant total d'aide, attribuée à l'opération, de 1,75 milliards de dinars. Un second projet de 100 000 conversions a d'ores et déjà été lancé et devra être finalisé d'ici la fin de l'année 2022, à travers 573 installateurs et pour un montant d'aide de 2,8 milliards de dinars, note la même source, soulignant que ces conversions permettront d'économiser 225 millions de litres d'essence annuellement et éviter une émission directe de plus de 500 000 tonnes de CO2.

IMPACTS ÉNERGÉTIQUES

En parallèle à la substitution inter-énergétique, le PNME intègre la promotion et le développement des transports propres et durables, rappelle l'Aprue. Ainsi, l'Agence a réalisé une première étude détaillée sur l'impact du transport électrique sur la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Cette étude a permis de faire un état des lieux du transport électrique (individuel et collectif) dans le monde et en Algérie, de mettre en lumière les impacts énergétiques et environnementaux, ainsi que les perspectives du développement de la mobilité électrique en Algérie, indique le communiqué, ajoutant que les premiers projets du PNME de promotion de la mobilité électrique sont programmés dès 2023.

Pour le secteur du bâtiment, le PNME 2022 a ciblé le développement de l'isolation thermique de logements existants, la promotion de l'utilisation des chauffe-eau solaire et la généralisation de l'éclairage efficace intérieur et extérieur (éclairage public). A cet effet, relève-t-on dans le même texte, durant ce premier semestre 2022, l'Aprue a mis en œuvre plusieurs conventions d'application, signées entre le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables et les secteurs concernés et intéressés.

Les engagements, en cours d'exécution, concernent l'installation de 25 350 luminaires efficaces d'éclairage public dans les wilayas d'In Salah, Batna, Bouira et El M'Ghaïr, l'installation de 120 chauffe-eau solaire dans les wilayas de Batna et Bouira et 880 autres dans les mosquées et les écoles coraniques, pour le compte du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, ainsi que le lancement de l'isolation thermique de 1000 logements existants, de particuliers intéressés et éligibles, précise-t-on. Pour ces projets, l'Aprue a présélectionné les installateurs qualifiés de chauffe-eau solaire et pour l'isolation thermique.

En outre, l'Aprue a lancé un appel d'offres pour l'acquisition de 3 millions de lampes LED normalisées d'éclairage intérieur, auprès des fabricants nationaux, pour les mettre à la disposition des particuliers, avec une contribution de l'Etat à hauteur de 50% du prix de vente, informe le communiqué. Par ailleurs, plusieurs opérations d'audit énergétique, d'infrastructures «type», ont été engagées par l'Aprue auprès de certains secteurs, tels que la santé (hôpitaux) et les affaires religieuses (mosquées), afin d'évaluer leur potentiel national d'économie d'énergie.

Pour le secteur de l'industrie, l'Aprue a mis en place deux dispositifs techniques, méthodologiques et financiers destinés aux industriels : l'aide à la décision et l'aide à l'investissement, selon le communiqué. Dans tous les cas, un bilan national détaillé sur la consommation énergétique finale, nationale et par secteur d'activité, et une analyse de la tendance des indicateurs d'efficacité énergétique seront prochainement publiés par l'Aprue. Il faut savoir que l'Algérie, qui mise sur le potentiel énorme de l'efficacité énergétique, vise une réduction d'au moins 10% de sa consommation d'énergie finale d'ici 2030, par rapport à l'année de référence 2020.



[Révision des salaires, allocation chômage et pensions de retraite : Le Président décrète: «Je vous augmente!»](#)

Présidant une réunion du Conseil des ministres, le chef de l'État a instruit le gouvernement à l'effet d'inscrire ces augmentations dans la loi de finances 2023. Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a réitéré son engagement de revoir à la hausse les salaires des travailleurs, l'allocation chômage et les pensions de retraite.



[L'Algérie doublerait ses livraisons de gaz vers la France : Des discussions sont en cours](#)

À l'occasion de la conclusion d'un accord entre Engie et la Sonatrach sur le prix du gaz livré à l'énergéticien français, les deux entreprises avaient annoncé leur intention d'étendre leur partenariat sur le gaz naturel liquéfié (GNL) et le gaz naturel. Alger envisage d'augmenter ses livraisons de gaz à destination de la France, a révélé Europe 1.



[Les prix du gaz s'envolent, le pétrole à plus de 100 dollars : L'Algérie fait le plein](#)

Les recettes pétro-gazières algériennes sont estimées à 50 milliards de dollars et celles hors hydrocarbures autour de 7 milliards de dollars. L'année 2022 sera une année faste, pour le pays, sur le plan des finances. Entre ses recettes pétro-gazières estimées à 50 milliards de dollars et celles hors hydrocarbures autour des 7 milliards de dollars, un objectif fixé au gouvernement par le président de la République Abdelmadjid Tebboune.



[Conseil des ministres : La rentrée des classes fixée au 21 septembre](#)

La date du retour des élèves, des trois paliers de l'éducation nationale (primaire, collège et lycée) aux bancs des écoles, est enfin connue après un suspense qui aura duré deux semaines. Officiellement, elle est fixée au mercredi 21 septembre. En cette perspective, le président de la République a instruit, ce dimanche en Conseil des ministres, Abdelhakim Belabed, ministre en charge du département de l'Education nationale, de coordonner les actions avec son collègue de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, pour pouvoir revenir à un emploi du temps classique, soit annuler le système des groupes imposé par l'épidémie au SARS-Cov2.



[Énergie : l'Algérie envisage-t-elle d'augmenter les livraisons de gaz de 50% vers la France ?](#)

L'Algérie envisage d'accroître ses livraisons de gaz à destination de la France, alors que se profile le risque d'un hiver tendu sur la question en raison du conflit en Ukraine. C'est ce qu'a rapporté ce dimanche 28 août le média français Europe1.



[Retour à la limitation de l'offre de l'OPEP+ : Ben Salman conforté dans sa démarche](#)

Après avoir soutenu l'idée d'un retour probable à la politique de restriction de la production, le ministre saoudien de l'Energie se voit d'ores et déjà conforté dans sa démarche par d'autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Les dirigeants des Émirats arabes unis n'ont pas hésité à apporter de l'eau au moulin d'Abdelaziz Ben Salman, estimant qu'ils ont des vues similaires à celles de l'Arabie saoudite sur les marchés du pétrole brut, alors que les spéculations vont bon train sur un éventuel retour de l'OPEP+ aux réductions de la production.



تسديد ديون ضحايا حوادث المرور والحرائق والفلاحين: 9 آلاف مليار تعويضات التأمين لـ1.3 مليون جزائري

تجتمع لجنة الإشراف على التأمينات شهر سبتمبر المقبل، بعد صدور المرسوم المحدد لأعضائها بتاريخ 31 جويلية المنصرم، وذلك لضبط سوق التأمينات والحد من التجاوزات التي يشهدها بعض المتعاملين، والقضاء على فوضى تخفيضات الأسعار وإلزام المتعاملين بتعويض أصحاب 1.366 مليون ملف عالق بقيمة 8865 مليار سنتيم إلى غاية 31 مارس المنصرم، والتي سيتم تسطير أجندة سريعة لتمكين أصحابها من الاستفادة منها.



إلا في حالات الضرورة القصوى... النواب يطلبون منعها: لا "استعجالية" للقوانين في الدورة البرلمانية الجديدة

يفتتح نواب المجلس الشعبي الوطني الدورة البرلمانية المقبلة، بتسطير خطوط حمراء كانوا قد تغاضوا عنها خلال الدورة السابقة، ويتعلق الأمر بقضية "استعجالية القوانين" المحالة على الغرفة السفلى، حيث يرفض هؤلاء مواصلة تمرير النصوص الجديدة بهذه الصيغة إلا في حالات الضرورة القصوى مع إلزام الحكومة بتقديم تبريرات مقنعة.



La participation directe de l'Etat comme levier nécessaire d'animation et d'encadrement dans le renforcement des liens sociaux, de raffermissement des vertus de la solidarité au sein d'une société plus unie et plus complémentaire, est un objectif orchestré, voire institutionnalisé.

C'est une des caractéristiques les mieux affirmées par l'Etat depuis l'accession de l'Algérie à son indépendance.

Vaille que vaille, cette constante nationale est respectée, y compris dans les moments les plus difficiles et dans les conjonctures financières les moins favorables. En Algérie, contrairement aux injonctions défendues souvent avec véhémence par les partisans du modèle d'Etat minimaliste, réduit à ses seules et strictes fonctions régaliennes, en dépit des thèses les plus acquises aux dogmes du libéralisme pur et dur, la question sociale conserve toute son importance, requiert toute la sollicitude des

pouvoirs publics. En toute circonstance, l'Etat est là, mobilisant des moyens conséquents, notamment en matière de transferts sociaux, en aides multiformes à la population frappée par les calamités naturelles, aux citoyens vivant dans la précarité ou ne parvenant que très difficilement à joindre les deux bouts.

Cet intérêt porté à la question sociale, à la nécessité d'en maintenir la flamme aussi vivace que possible, n'a rien à voir avec «l'Etat providence», facteur incapacitant et obstacle dressé contre l'esprit d'entreprise et d'initiative. Ce n'est pas, non plus, un concept anachronique et non conforme aux règles d'une économie moderne que l'on suppose en phase avec l'air du temps. Partout dans le monde, la question sociale se pose. Les gouvernements mettent en place des mécanismes de solidarité et d'aides pour les citoyens en difficulté d'existence. L'économie sociale et solidaire a de l'avenir devant elle et la situation mondiale le prouve

abondamment. En cela, la voie suivie par l'Algérie lui donne raison.

Le chef de l'Etat fait de cette problématique un des axes les plus significatifs de son programme d'action. Il insiste, dans le cadre de ses orientations et de ses directives à l'adresse de l'exécutif, lors des conseils des ministres, sur le volet social.

Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Les familles et les citoyens de certaines wilayas de l'est du pays, endeuillés par les incendies des feux de forêt d'une rare intensité, ont trouvé, à leurs côtés, l'Etat, peuple et gouvernement.

L'Etat, avec tous ses démembrements institutionnels, s'est porté avec promptitude à leur secours, veillant à leur prise en charge avec célérité et efficacité, malgré l'ampleur de la tâche considérable à accomplir.

Ces scènes de désolation insoutenables auront démontré, encore une fois, combien les Algériens demeurent rassemblés comme un seul homme et soudés contre l'adversité dans les moments critiques.

El Moudjahid

CONSEIL DES MINISTRES

Augmentation des salaires, des retraites et de l'allocation-chômage

Les salaires, les pensions de retraite et l'allocation-chômage devraient augmenter dès le début de l'année prochaine. Hier dimanche, lors du dernier Conseil des ministres de cet été, le président de la République « a ordonné au gouvernement de revoir l'allocation de chômage, les salaires des travailleurs et les allocations de retraite, au prorata des soldes financiers, et de les inclure dans la loi de finances 2023 ».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Par ailleurs, fini le suspense pour les millions d'élèves et leurs parents puisque la rentrée scolaire aura lieu mercredi 21 septembre.

D'autres décisions importantes concernant le secteur de l'éducation ont également été entérinées, notamment la possibilité de revenir à «l'enseignement selon le système classique» qui avait été abandonné durant la pandémie de Covid-19 au profit du système de groupes.

Le Conseil des ministres a également validé l'adoption « d'une nouvelle politique pour le manuel scolaire, en termes de distribution, afin de garder son contenu à l'écart de tout ce qui est politique, pour qu'il

reste valable le plus longtemps possible, quels que soient les changements politiques ».

Il a également été question de l'initiative de rassemblement lors de ce Conseil et de la loi qui est actuellement en cours d'élaboration.

«Le Président a ordonné une révision de ce projet de loi, et de limiter la catégorie des bénéficiaires aux individus qui se sont rendus après l'expiration des dispositions de la loi portant Concorde civile», précise le communiqué de la présidence de la République. Le chef de l'État a également donné des orientations en matière de lutte contre le financement du terrorisme et du blanchiment d'argent.

Sur le plan médiatique, le Conseil des ministres a



Photos : DFI

passé en revue un décret portant création d'un Conseil supérieur de déontologie, dont les attributions seront de statuer sur les questions d'ordre professionnel. Ce décret fait partie des textes d'application de la future loi de l'information. Parmi les dispositions contenues dans cette loi, des mécanismes de contrôle qui permettront de rapatrier les chaînes de télévision à contenu algérien, avec l'aide de l'entreprise de télédiffusion (TDA) «pour lutter contre le transfert illégal de devises». Ce texte

fait également référence à « l'obligation de la détention de la nationalité algérienne et de l'expérience professionnelle, lors de la création des établissements de services audiovisuels ».

Notons, enfin, que le président de la République a ordonné «d'accélérer le processus d'acquisition d'avions de lutte contre les incendies, pour que l'Algérie reçoive le premier avion, en décembre prochain, et le second au premier semestre 2023».

T. H.



الرئيس تبون يوصي بدعم القدرة الشرائية وتعزيز الأمن الغذائي

● أوامر بمراجعة أجور الموظفين والمتقاعدين ● مراجعة منحة البطالة وضبط دقيق لمستحقيها ● الدخول المدرسي يوم 21 سبتمبر 2022 ● إجراءات جديدة لفائدة الإرهابيين النائين بعد القضاء آجال الوتام

أسدى رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أمس، أوامر للحكومة، بمراجعة منحة البطالة وضبط مستحقيها، وكذا أجور العمال ومنح المتقاعدين. كما شدد على حصر الفئة المستفيدة من قانون الوتام المدني (في إطار مبادرة لم الشمل)، مبرزا أهمية قانون الوقاية من تمويل الإرهاب وتبييض الأموال، فيما وضع الرئيس حدا للجدل وأقر بتحديد الدخول المدرسي 2022-2023 رسميا يوم الأربعاء 21 سبتمبر 2022، بالموافقة مع إسداء أوامر للقطاعات المعنية بتعزيز الأمن الغذائي.

ح. أحمد

وإستخدام تقنية التصوير بطائرات "الدرون"، وبالتنسيق بين مصالح الفلاحة والأمن لمعزة المساحات الحقيقية للأراضي المزروعة. والعمل بالتنسيق بين وزارتي الفلاحة والتجارة، لتسهيل المبادلات في مجال تربية المواشي وإنتاج اللحوم الحمراء، مع دول إفريقية، تحقيقا لتنوع الإنتاج وتوازن الأسعار.

استحداث مجلس أعلى لأخلاقيات مهنة الصحافة

وفيما يتعلق بالقانون العضوي للإعلام، فقد أورد بيان الرئاسة أن المسؤول الأول في البلاد شدد على دور المجلس الأعلى للصحافة، من حيث ضبط المفاهيم في تحديد الفئات المهنية لقطاع الإعلام، وكذا التفرقة بين الإخلال بالأخلاقيات المهنية وما هو جزائي.

وفي هذا الإطار، أمر الرئيس باستحداث مجلس أعلى لأخلاقيات المهنة، يكون من صلاحياته البت في القضايا ذات الطابع المهني، في كل التخصصات الإعلامية.

توطين القنوات الخاصة قبل نهاية 2022 وفي إطار تسوية وضعية النشاط السمعي البصري، فقد أمر الرئيس تبون بتوطين القنوات التلفزيونية ذات المضمون الجزائري، قبل نهاية السنة الجارية، بالتنسيق مع مؤسسة البث الإذاعي والتلفزيوني، مكافحة لتهرب العملة بشكل متقن، ملحا على ضرورة مراعاة حمل الجنسية الجزائرية والتجربة المهنية، عند استحداث مؤسسات خدمات السمعي البصري. ح. أ.



الأمن الغذائي أولوية للدولة

تلقى وزير الفلاحة في الاجتماع ذاته، أوامر بالإسراع في تعويض الفلاحين المتضررين، قبل بداية الموسم الفلاحي وذلك بتوفير ما يلزم، وكذا تعويض باقي المتضررين جراء الحرائق الأخيرة من خلال عملية إحصاء دقيقة بإشراف السلطات المحلية. كما وجه تبون القطاعات المعنية بضرورة استغلال الإمكانيات التكنولوجية ولاسيما طائرات "الدرون"، لمعرفة مواقع وظروف تخزين الحبوب، بدءا من هذا الموسم.

وأمر الرئيس أيضا بمباشرة حملة وطنية بإشراك كل الفاعلين من سلطات محلية وفلاحين، للعمل بسرعة على رفع مردودية الإنتاج في الهكتار الواحد، من القمح والشعير، مع تكثيف الشراكة الخارجية، بهدف الوصول إلى متوسط إنتاج ما بين 30 إلى 35 قنطارا للهكتار الواحد. ناهيك عن ضرورة توسيع طاقاة التخزين الاستراتيجي للحبوب، وطنيا.

عمليا، صدرت تعليمات رئاسية بتشكيل لجنة وطنية تحت إشراف الوزير الأول ورئاسة الولاية، كل في ولايته، بالإشراف المباشر على متابعة حملة الحرث والبذر.

مراجعة منحة البطالة وضبط دقيق لمستحقيها، بما يتناسب مع التوازنات المالية، وإدراجها في قانون المالية 2023.

الدخول المدرسي يوم 21 سبتمبر

تم أيضا في مجلس الوزراء، تحديد الدخول المدرسي 2022-2023 رسميا يوم الأربعاء 21 سبتمبر 2022. وفي هذا الشأن، أمر الرئيس الوزير الأول بالتنسيق بين قطاعات التربية والصحة، للاجتماع في أقرب وقت ممكن، وإشراك جمعيات أولياء التلاميذ، للمبت في إمكانية العودة إلى التدريس وفق النظام العادي.

كما أوصى بانتهاج سياسة جديدة للكتاب المدرسي، من حيث التوزيع، وإبعاد مضامينه عن كل ما هو سياسي، ليبقى صالحا لأطول مدة ممكنة، مهما كانت التغيرات السياسية، ومواصلة إجراءات تخفيف المحفظة المدرسية، والتحضير الجيد للشروع في تدريس الإنجليزية، في هذا الموسم، بدءا من السنة الثالثة ابتدائي، مؤكدا أن الدولة ستواصل مساندة لها لمختلف الفئات الضعيفة، لضمان استمرارية مجانية التربية والتعليم، مع الأخذ بعين الاعتبار التحولات الاجتماعية الحاصلة.

● أمر الرئيس تبون لدى ترؤسه اجتماعا لمجلس الوزراء باتخاذ كل التدابير بمواجهة حرائق الغابات، وفي هذا الشأن أمر الرئيس بتسريع عملية اقتناء طائرات إطفاء الحرائق، معلنًا عن تسلم الجزائر الطائرتة الأولى، شهر ديسمبر المقبل، والثانية في النصف الأول من 2023، وهي كما جاء في بيان للمجلس، طائرات ذات حجم كبير لا تقل طاقتها عن 12 ألف لتر من المياه، تضاديا للطائرات الصغيرة التي يتطلب ملؤها استعمال الصهاريج، ومحدودية أدواتها واقتصادها على استعمال المياه الصالحة للشرب فقط. وتجرى الإشارة إلى وقوف الرئيس وأعضاء الحكومة دقيقة صمت ترحما على أرواح ضحايا الحرائق الأخيرة.

وفيما يتعلق بمشروع قانون لم الشمل الذي أطلقته رئاسة الجمهورية قبل أشهر، تعزيزا للوحدة الوطنية، أمر الرئيس بإعادة النظر في مشروع هذا القانون، وحصر الفئة المستفيدة منه فيما تبقى من الأفراد، الذين سلموا أنفسهم، بعد انقضاء آجال قانون الوتام المدني. بالموافقة مع إبراز أهمية قانون الوقاية من تمويل الإرهاب وتبييض الأموال، ودوره في الحد من ظاهرة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب والفساد، بشكل أعم، مشددا على تطبيق واحترام كل الإجراءات والأحكام القضائية في المصادرة.

وأسدى تبون بذاات المناسبة، توجيهات للحكومة لدعم القدرة الشرائية، ملحا على مراجعة الأجور ومنح المتقاعدين وبالشروع في

صندوق النقد العربي يبرز إجراءات "بنك الجزائر" لضمان الاستقرار المالي

نظام استعلام ائتماني عام وتخفيض الأحكام الاحترازية

أبرز تقرير صدر، مؤخرا، عن صندوق النقد العربي أهم الإجراءات التي اتخذها "بنك الجزائر" لتحقيق الاستقرار المالي، لا سيما تلك المتعلقة بمواجهة تداعيات جائحة فيروس "كورونا"، مشيرا بالخصوص إلى أهم الإنجازات التي تحققت في مجال تطور البنية التحتية للقطاع المالي والمصرفي وقطاع الأسواق المالية.

حنان ح.

متطلبات الاحتياطي الإلزامي بنسبة 2 بالمائة منذ بداية 2021، فيما حددت التركيزات الائتمانية للعميل الواحد أو مجموعة العملاء ذوي الصلة، بنسبة 25 بالمائة من الأموال الخاصة كحد أقصى بالنسبة للقروض الممنوحة فرديا.

ويطلب من كل بنك أو مؤسسة مالية أن تحترم، باستمرار، نسبة قصوى لا تتوق 25 بالمائة بين مجموع المخاطر الصافية المرجحة التي تعرض لها على نفس المستفيد ومبلغ أمواله الخاصة القانونية، ويمكن للجنة المصرفية أن تفرض نسبة قصوى أدنى من هذا الحد بالنسبة لبعض المستفيدين أو بالنسبة لجميع مستفيدي بنك أو مؤسسة مالية. كما يجب ألا يتجاوز مجموع المخاطر الكبرى التي يتعرض لها بنك أو مؤسسة مالية 8 أضعاف مبلغ أمواله الخاصة القانونية، ووضعت حدود على المركز المفتوحة بالعملة الأجنبية، طبقا للمادة 3 من التعليمات 95-78.

في نفس الإطار، تم وضع حدود على السيولة لدى البنوك، إذ يجب على البنوك والمؤسسات المالية أن تقدم، في كل وقت، معاملا سيولة يساوي على الأقل، 100 بالمائة.

وسجل التقرير غياب حدود على التركزات القطاعية، وكذا عدم تطبيق نسبة الرافعة المالية. لافتنا إلى وجود مشروع قانون قيد الدراسة في هذا المجال، كما سجل غياب حدود على التركزات الجغرافية.



القطاعات على المستوى المحلي، وأشار إلى تمديد هذه الإجراءات في 2021، وكذلك حفظ معدل الخصم وتمديد نسبة التمويل للسندات الحكومية حسب مدة الاستحقاق. أما فيما يتعلق بتطبيق أدوات السياسات الاحترازية الجزئية والكلية، فقد قام "بنك الجزائر"، بتطبيق حدود على نسب كفاية رأس المال، حيث تلتزم البنوك والمؤسسات المالية، بصفة مستمرة، باحترام، على أساس فردي أو جماعي، معاملا أدنى للملاحة قدره 9.5 بالمائة بين مجموع أموالها الخاصة القانونية، من جهة، ومجموع مخاطر القرض والمخاطر التشغيلية ومخاطر السوق المرجحة، من جهة أخرى، كما تم التركيز على ضرورة تغطية الأموال الخاصة القاعدة من مخاطر القرض والمخاطر التشغيلية ومخاطر السوق بواقع 7 بالمائة، على الأقل، وحددت

المتعلق بالنقد والقرض والذي تنص مادته 35 على أنه تم استحداث مهمة جديدة لبنك الجزائر، متمثلة في السير على الاستقرار المصرفي، والتي تم التأكيد عليها في تعليمات "بنك الجزائر" رقم (04-07) في مادتها الثانية، التي تنص على إنشاء لجنة الاستقرار المصرفي التي ترسل تقاريرها مباشرة إلى محافظ "بنك الجزائر".

وفيما يخص أهم القوانين والتعليمات الصادرة خلال 2021 لتعزيز الاستقرار المالي، نذكر التقرير المادة الأولى من التعليمات 05-2020 التي تهدف إلى تحديد الإجراءات الاستثنائية المتعلقة بتخفيض بعض الأحكام الاحترازية المطبقة على البنوك والمؤسسات المالية في مجال السيولة، والأموال الخاصة وتصنيف القروض، جراء تبعات فيروس كورونا المستجد على الاقتصاد العالمي وتأثيره على سائر

نذكر تقرير "الاستقرار المالي في الدول العربية 2022"، بأن "بنك الجزائر" عمل طيلة السنة المنصرمة، على توفير وتطور نظام للتسويات الآتية الإجمالية الفورية ونظام للتقليص الإلكتروني، ونظام استعلام ائتماني عام، وكذا نظام المفتاح الوطني، واستعمال رقم الحساب الموحد، مشيرا أيضا إلى إنشاء شركة وطنية لمقاصة الأوراق المالية.

بالمقابل، سجل تقرير صندوق النقد العربي، عدم توفر شركة معلومات إئتمانية، وغياب مركز لتسجيل الضمانات الممنوحة لقاء التسليفات في القطاع المالي، مع التأخر في توفير خدمة الدفع عبر الهاتف النقال، وعدم وضع دليل منشور للحوكمة ملزم للبنوك والمؤسسات المالية الأخرى.

وفيما يخص تطبيق المبادئ الدولية للبنية التحتية لأسواق المال الصادرة عن بنك التسويات الدولية، قال المصدر إن تطبيق هذه المبادئ بالجزائر يقتصر على القواعد العامة، بما فيها الإطار القانوني، الحوكمة، مخاطر العمليات والضمانات، الإشراف والمراقبة وكذلك الإفصاح عن المعلومات، معتبرا هذه الأخيرة هي التي تتناسب مع الأسواق المالية البسيطة الموجودة حاليا في الجزائر.

وذكر بأن البنك المركزي يعد الجهة المسؤولة عن الاستقرار المالي للجزائر حسبما نص عليه الأمر 04-10، المؤرخ في 26 أوت 2010 المعدل والمتمم للأمر رقم 11-03 المؤرخ في 26 أوت 2003،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES-CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger